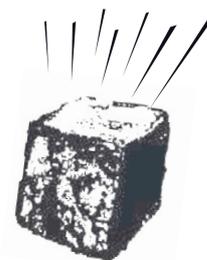


LE PAVÉ DE PANAME

Contrairement aux apparences, rien ne devrait changer dans la politique gouvernementale en cette nouvelle année. En effet, le discours de politique générale prononcé par le nouveau premier ministre est un copié-collé de celui de sa prédécesseuse. Et continuent aussi les mensonges et contre-vérités des ministres...



La DGFIP est bien ancrée dans cette macronie : son ancien directeur général FOURNEL a été promu alors qu'il trempe dans un scandale de contournement fiscal au profit du PSG. Et que dire de ce nouveau mensonge concernant l'emploi dans notre Direction qui consiste à annoncer la création de 158 emplois quand les tâches qui nous sont transférées en nécessiteraient 358. Et comme toujours, la DRFIP de Paris décroche une médaille d'or incontestée en supportant 102, soit près des 2/3. À la DG, les négociations indemnitaires entrent dans leur dernière ligne droite. La CGT FiP 75 exige qu'elle reflète une réelle reconnaissance de la conscience professionnelle des agent.es de cette Direction. La formule «augmentation du nombre de points ACF à 2 chiffres» ne saurait être suffisante s'il s'agissait de 10 points. En effet, cela représenterait 550 € bruts par an soit moins de 40 € nets par mois alors que nos collègues douaniers ont obtenu 110 € par mois et ceux de la DGCCRF 60 €. La DGFIP serait-elle la mauvaise élève du ministère des finances malgré les louanges de ses dirigeant.es ?



Cette revalorisation est d'autant plus importante qu'il est encore annoncé au niveau fonction publique un 0 pointé concernant l'augmentation de la valeur du point d'indice. Fonction publique qui va être attaquée comme jamais par le président (et un.e nouveau.elle ministre ?) dans ce qu'il appelle évolution «révolutionnaire» : remise en cause du statut et fin des catégories A, B et C, recours de plus en plus massif aux contractuel.les et mise en place de la rémunération au «mérite» notamment.

Cette année 2024 devra donc être une année de luttes et de résistances pour le monde du travail (comme le font notamment actuellement les agriculteurs). La CGT FiP 75 prendra toute sa place dans la bataille en appelant dès à présent à une grève féministe contre les inégalités femmes-hommes dès le 8 mars et à une grève «fonction publique» pour contrer la destruction macronienne le 19 mars.

LE DUO DARMANIN-FOURNEL BOUCLIER FISCAL DU PSG

Dans un article du 4 janvier 2024, Mediapart révèle qu'à l'été 2017, le ministre des comptes publics Gérard Darmanin et son directeur de cabinet, Jérôme Fournel, ont aidé le PSG à ne pas payer entre 67 et 88 millions d'euros de taxes (estimation d'Ernst & Young pour 88 millions) sur le transfert de la star brésilienne Neymar.

Pour libérer "Monsieur 50 %" du Barça, le PSG devait d'abord verser les 222 millions de la clause libératoire à Neymar, avec le risque que ce paiement soit assujéti en France à l'impôt sur le revenu, mais surtout aux cotisations sociales à verser à l'Urssaf... Pas de problème, Jérôme Fournel, notre ex-Directeur Général, propose des pistes et «plusieurs solutions» techniques au PSG pour échapper aux cotisations sociales, contre la jurisprudence de la caisse centrale de l'Urssaf, dont son ministre a la cotutelle (avec le ministre de la santé). Conseil de Jérôme au numéro 2 du PSG : « Il est donc indispensable que la solution présentée aux Urssaf – il faudrait y veiller en amont – soit suffisamment différente et éloignée des précédents récents pour leur laisser un espace d'interprétation». Rapidement, dans les suites de ce conseil, le PSG reçoit deux «rescrits» fiscaux adressés par le fisc et l'Urssaf d'Île-de-France qui annoncent au club qu'il n'y aura ni impôt ni cotisations sociales à payer au sujet de la clause libératoire de Neymar. Décidément, que la vie est douce et l'administration fiscale câline lorsque l'on est puissant.

Enfin on verra, avec les suites des perquisitions de locaux de la DGFIP à Bercy menées le 15 janvier 2024 par l'office central de lutte contre la corruption et la fraude fiscale (OCLCFF) et par la police des polices (IGPN), dans le cadre de l'instruction judiciaire en lien avec le PSG, portant notamment sur des faits de corruption et trafic d'influence. Le bureau de Jérôme Fournel a été perquisitionné... Le foot c'est chaud !



Colère des agent.es rassemblés à la Direction contre les suppressions de postes, la chute du pouvoir d'achat, les fermetures de sites, l'abandon des missions, la souffrance au travail. Début 2024, la DRFIP 75 est doré et déjà championne de France... des suppressions de postes !.

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS : PARIS EST...

À l'approche des jeux olympiques Paris vise la médaille d'or. Les chiffres : en 15 ans Paris a supporté presque 9 % des suppressions totales de la DGFIP alors que Paris représente 5 % des effectifs. En 2024 Paris rafle toutes les médailles dans toutes les disciplines. À la DGFIP le solde est de - 148 agent.es et Paris en supprime 102, soit près de 66% de suppressions de postes pour un effectif total qui représente – de 5 % ! Les conséquences ? Pour les collègues => conditions de travail dégradées, pressions des objectifs, mobilité forcée; Pour les contribuables => dégradation du service public, moins de services de proximité. Dans le même temps, nul doute que vos primes et votre rémunération doivent atteindre des records avec des suppressions de postes records. ALORS PARIS EST **TRAGIQUE !**

D'AGENTS ET DE SANG

• En 2017, avec la création du SFACT de la Ville de Paris, les agents en charge des dépenses de la commune devaient quitter Réaumur (2ème) pour rejoindre le site Bédier (13ème) en lisière du périphérique. Mais la Direction, écoutant les doléances des agents, permit à ceux qui le souhaitaient de rester dans le 2ème arrondissement.

• En 2022, la mise en place du SCoRE (Service Commun de la Recette) aurait dû entraîner le départ des collègues en charge des recettes de la Ville de Paris de Réaumur vers Bédier. Un premier cafouillage avec la ville (les locaux n'étaient pas aménagés) retarda leur installation. Les agents furent temporairement déplacés sur Uzès (2ème). Mais, second cafouillage avec la ville, l'abandon du projet permettra finalement à nos collègues de retrouver Réaumur d'ici quelques mois.

• En 2024, le regroupement de la trésorerie CHS (Centres Hospitaliers Spécialisés), située à Meuniers (12ème) et du domaine Centres Hospitaliers,

implanté à Réaumur obligera nos collègues à quitter manu militari leurs sites respectifs pour rejoindre Moulin Vert (14ème) courant novembre 2024.

Pourquoi une telle évolution entre 2017 et aujourd'hui ? La Direction redoute une fuite des sachants. Et comme il reste très peu de monde dans ces deux services (le secteur public local souffre tout particulièrement d'un sous-effectif chronique), le moindre départ ferait s'effondrer un édifice précaire.

Donc la solution trouvée par notre directrice est de priver les agents de leurs droits. Parce qu'il s'agit d'une restructuration de service, ils devraient bénéficier d'aménagements particuliers : mutation prioritaire pour rejoindre un département limitrophe, priorité lors du mouvement local, délais de séjour raccourci. Mais notre directrice a décidé qu'il n'en serait rien. Quelle meilleure preuve d'un management brutal que celui qui consiste à priver les agents de leur droit, les réduisant à de simples ressources mobilières déplaçables à merci ?

LA CGT OEUVRERA LORS DU PROCHAIN CSAL POUR DÉFENDRE NOS COLLÈGUES !

QUAND ON DEPASSE LES BORNES... Y A PLUS DE LIMITES !

Suite à la fusion des PCR 8e et 17e et à la mutation de l'IDIV adjointe, la gestion de site de Saint Petersburg a été attribuée au nouveau chef du PCR. A cette occasion, le responsable de BIL lui a proposé l'aide des collègues des services communs de la rue de Londres. Petit arrangement entre amis, qui aurait pu rester confidentiel si les collègues des SERCO de Londres n'avaient dénoncé cette situation. Ils ne sont pas là pour servir de variable d'ajustement ou pour pallier le manque de personnel. Les agents des services communs sont affectés sur un site et ils et elles doivent accomplir leur mission sur ce site et pas ailleurs ! C'est par la suppression du poste de l'agent technique en juillet 2021 que la Direction a créé une situation compliquée tant pour le ou la gestionnaire du site de St Petersburg (45 personnes y travaillent) que pour les collègues des services qui assurent les tâches de courriers, l'ouverture et fermeture de la porte, la gestion des fournitures ... A l'époque, tous les personnels du site avaient unanimement signé une pétition demandant la réaffectation d'un collègue aux services communs. La direction avait justifié son refus par la taille du site. Aujourd'hui, elle se cache derrière une nouvelle forme d'organisation du travail envisagée depuis quelques années : l'entraide. On a vu apparaître dans les documents des CTL et CSA la promotion de l'entraide; hier entraide entre les SPF au moment de leur fusion et aujourd'hui entraide entre 2 SIE du 16e avant fusion ou bien entraide des Services communs de Londres sur le site de la rue de St-Petersbourg. La DRFIP ne se contente plus de supprimer les emplois. Au mépris des règles d'affectation, elle demande aux collègues de se démultiplier.

LA CGT RÉAFFIRME SON OPPOSITION À CETTE POLITIQUE ET EXIGE LE RESPECT DES DROITS ET GARANTIES DES PERSONNELS.

THE OFFICE

Dans le cadre du NRP (Nouveau Réseau de Proximité), les sites de Godefroy Cavaignac (11e) et Meuniers (12e) fermeront en 2025 et 2027. Les collègues seront installés sur le site de Paganini dans le 20ème.

La Direction a sondé les collègues en leur envoyant un mail afin de leur proposer le choix entre le «flex office» ou classique.

Le rejet du flex office est massif, alors que cette option était présentée comme étant avantageuse, grâce à la création d'espaces de convivialité !

Même sans être parfaitement anglophone, les agents ont bien compris le sens du flex office. Le flex office consiste dans le fait de ne pas avoir un poste de travail attribué à 100 % (8 postes pour 10 agents). Dans le cadre de la note "Borne" portant sur la densification des sites, Paganini sera fortement densifié passant de 500 à plus de 800 agents !

IMT > 200 €/MOIS
> TAUX NORMAL DE RETENUE POUR PENSION

PRIME DE RENDEMENT
> REVALORISATION DU BAREME

ACF
> 40 POINTS POUR TOUS
> REVALORISATION DE LA VALEUR DU POINT

TELETRAVAIL
> 50 €/MOIS POUR TOUS

CHAQUE AGENT COMPTE !

#CHAQUEAGENTCOMPTE

Solidaires Finances Publiques, la cgt Finances Publiques, FO DGFIP, Cfdt: cftc FINANCES PUBLIQUES

DEMANDEZ LE PROGRAMME 2024 !

Cher.es collègues, adhérer à la CGT FINANCES PUBLIQUES, c'est bénéficier de 18 jours de congés de formation syndicale par an. A ne pas rater, qu'il vente, qu'il pleuve ou qu'il neige ! Ou qu'il fasse très très chaud !

Voici le programme de formation 2024 :

- 1- Accueil des nouveaux syndiqué.es : structuration, repères historiques et principes de la CGT.
- 2- Savoir lire son bulletin de paie.
- 3- Journées intersyndicales femmes. Leur but est d'organiser chaque année des journées intersyndicales de formation "femmes" sur deux jours qui rassemblent des personnes venues de toute la France, et de secteurs divers
- 4- Lutte contre les idées d'extrême droite.
- 5- Prise de parole CGT en public : initiation et méthode.
- 6- Protection sociale complémentaire.
- 7- Retraite.
- 8- Syndicalisme, travail et réchauffement climatique.

Comme disait notre camarade Benoît Frachon, résistant et négociateur CGT lors des accords de Matignon (1936), qui ont vu notamment la conquête pour tous les travailleurs de la semaine de travail de 40 heures et des deux premières semaines de congés payés :

«Quiconque néglige sa formation se voue inéluctablement à la stagnation ou au recul».

Rien n'est écrit d'avance, l'avenir vous appartient ! Alors pas d'hésitation : rejoins nous ! Tu peux t'adresser à un.e militant.e CGT de ton site ou nous contacter :

CGT Finances publiques Paris
6 rue St-Hyacinthe 75 001 Paris
cgt.drifip75@dgfip.finances.gouv.fr /
www.cgtdgfip75.org / 01 44 85 87 49